

CIBLE

Dimanches

Depuis une dizaine d'années, la classe dirigeante prononce deux jugements à l'encontre des salariés : *les Français refusent les réformes ; la France est paresseuse.*

Maints livres, articles et émissions télévisées s'efforcent d'établir cette triste « vérité » qui cache de gros mensonges : les Français ne sont pas hostiles aux réformes, mais aux réformes ultra-libérales. Quant à la prétendue paresse, elle s'observe comme résistance active ou passive aux contraintes exercées par les patrons au nom de l'efficacité.

Nicolas Sarkozy leur a emboîté le pas en se prononçant pour la « *liberté de travailler le dimanche* » dans le commerce. Point de liberté possible en ce domaine, puisqu'un refus peut entraîner diverses sanctions et conduire au licenciement. Il s'agit d'en finir avec le droit au repos dominical proclamé à l'unanimité par des députés majoritairement libéraux il y a plus de cent ans.

Il n'y a pas de paresse à refuser la régression sociale. Il n'y a pas de courage pour les oligarques à exiger de la piétaille des sacrifices dont ils s'abstiennent sans même y penser. Nous saurons nous en souvenir, certains dimanches de printemps.

OPINION PUBLIQUE

Inventions et trucages

Retraites

**Fausse
solutions**

p. 4

Communisme

**Les extrêmes
gauches**

p. 6-7

Jourrier
C'est vous qui le dites...

C'est dans cette ambiance plus voisine du Salon de l'Auto que d'une célébration, certes festive, mais appelant peut-être à une tenue différente, que l'ambassadeur a remis les insignes de commandeur de l'Ordre des Arts et des Lettres aux talentueux cinéastes

P. H. (Moselle)

L.V. (Hauts-de-Seine)

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.33.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Lignes à la pelle

De l'étoile du socialisme, il tombe ces temps-ci de l'obscur qui n'est pas clair. Et Nicolas Sarkozy manie avec dextérité l'évidence contradictoire. Avant, c'était simple. Un parti définissait sa ligne et ses candidats la défendaient...

Puis Jacques Chirac s'est inspiré du classique double langage pour mettre au point la double ligne : on juxtapose dans le même discours une ligne de droite (vive le libéralisme et les patrons) et une ligne de gauche (il faut résoudre la fracture sociale) comme ça tout le monde est content et on peut être élu.

C'est ce qui se produisit !

Du coup, Nicolas Sarkozy a repris la recette du vieux maître et la respecte dans ses moindres détails. C'est à nouveau Henri Guaino qui maitonne la thématique nationale et sociale, qui a succédé aux appels ultra-libéraux à la « rupture ». Courant janvier, le discours de gauche se mélangeait aux exhortations antisociales – par exemple sur la liberté qui doit être laissée à ceux qui veulent *travailler plus pour gagner plus* de sacrifier leur repos hebdomadaire comme le demande le gentil patron à ses bons employés.

Le calcul néo-chiracien est que les Français, structurellement bas du front, n'écoulent que ce qu'ils veulent entendre : les électeurs de gauche voteront pour le Sarko de gauche, les électeurs de droite voteront pour le Kozy de droite et le Sarkozy qui se fiche du tiers comme du quart de ce qu'il dit à Washington, à Paris, à Sarcelles et à Neuilly, ce Sarkozy reconstitué en fin de campagne, dis-je, empochera la mise.

Avec sa myopie congénitale de taupe saoulée à l'expertise prétentieuse, le Parti socialiste s'est pris les pieds dans la double ligne tendue par Sarkozy : d'où tout un attirail de propagande coûteuse diffusée en pure perte pour fustiger le candidat proaméricain nourri de l'idéologie néo-conservatrice, mais la séquence bushiste n'a duré que quelques semaines. Il faudrait dénoncer maintenant le patriotisme de façade mais, le temps que la brochure lourdement analytique et critique soit dans les boîtes aux lettres, Nicolas aura enfourché un nouveau cheval de bataille...

Il faut dire que les socialistes ont fort à faire avec leurs propres lignes. Malgré un congrès et l'adoption d'un programme officiel, on compte deux ou trois lignes depuis que Ségolène Royal est entrée en campagne.

Exemple : quand la candidate déclare à Porto le 8 décembre que « *ce n'est plus à M. Trichet de décider de l'avenir de nos économies, c'est aux dirigeants démocratiquement élus* » cette ligne anti-BCE presque noniste est immédiatement combattue par deux lignes ouistes :

- celle de François Hollande qui est mi-chèvre mi-chou : « *revenir à l'esprit des traités avant de vouloir les modifier* » plus le blabla qui noie le poisson sans qu'on sache si finalement c'était de la carpe ou du lapin ;

- celle de Jacques Delors qui est hypocritement trichet-

tiste : « *L'euro protège mais l'euro ne dynamise pas* », plus le blabla qui noie le poisson sans qu'on sache finalement si c'était du lard ou du cochon.

Mêmes embrouillaminis dans les circonlocutions du mouvement qui déplace les lignes lorsqu'il est question de fiscalité. Si l'on additionne les déclarations des dirigeants socialistes on obtient trois lignes :

1° La ligne que François Hollande a exprimée en décembre dans une tribune du *Monde* et qui ne figurait pas dans le programme officiel selon les amis de Dominique Strauss-Kahn : effacement des baisses d'impôts consenties depuis 2002 ; pas de baisse des *prélèvements obligatoires*. A ce moment-là, Ségolène Royal se taisait car elle était en phase d'écoute ;

2° La ligne que François Hollande a défendue à la mi-janvier : hausse d'impôts pour les catégories aisées et qui est, selon les experts ségolénistes, conforme à la ligne officielle du Parti socialiste ;

3° La ligne de Ségolène Royal qui, après avoir consulté les strauss-kahniens, s'est prononcée contre la ligne fiscale hollandaise : « *Il n'y aura pas de fiscalité nouvelle qui serait interprétée comme un élément qui décourage le travail ou l'effort* ».

Mais la candidate reste en phase d'écoute et formulera ses promesses en février prochain. Si je n'ai rien compris aux déclarations des uns et des autres, cela laisse le temps aux socialistes de me rectifier le portrait.

Sylvie FERNOY

Jack

Conseiller spécial de Ségolène Royal, Jack Lang a fait une annonce qui, malgré son immense talent de communicant, est tombé dans un océan d'indifférence : si la candidate socialiste est élue, elle organisera *en septembre* un référendum qui aura pour thème *changer la République*.

L'ambition, c'est « *faire de la France une vraie démocratie, avec une vraie réforme constitutionnelle* ». Avec des *vraies gens* ?

Il est permis de se moquer de cette déclaration désinvolte sur le fond et lourde des clichés les plus éculés du bavardage mondain. Mais il faut prendre Jack Lang au mot. Un référendum ne porte pas sur un *thème*, comme une dissertation, mais sur un *texte* juridique complètement rédigé. Nous ne demandons pas à Jack Lang de sortir de son chapeau une constitution toute faite. Mais Ségolène Royal doit présenter aux Français les idées maîtresses et bien articulées qui seraient à la base du nouveau régime.

Ce projet institutionnel doit être présenté aux citoyens avant cent jours car il serait inconcevable qu'ils votent au premier tour au vu de formules creuses et de slogans présentés par l'état-major de la candidate socialiste.

Il faut donc que Jack Lang et son ami Montebourg, qui fait depuis longtemps campagne pour la *sixième République*, se concertent et organisent des séances publiques de réflexion et d'élaboration du projet constitutionnel socialiste - selon les modalités de la *démocratie participative* que Ségolène Royal veut promouvoir.

Annette DELRANCK

Castro

Le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre un droit opposable mais les militants qui réclament une politique d'ensemble pour le logement n'ont pas désarmé.

Après occupation d'un immeuble vide dans le centre de Paris, un *ministère de la crise du logement* y a été installé, à l'initiative de plusieurs associations : *Droit au Logement*, le *MACAQ* (Mouvement d'Animation Culturelle et Artistique de Quartier) et le collectif *Jeudi Noir* ; les candidats à l'élection présidentielle sont invités à y présenter leur programme dans le domaine du logement.

Pour sa part, Roland Castro, architecte, animateur du mouvement *Utopie concrète* et lui-même candidat, présente un projet politique de très grande ampleur et effectivement révolutionnaire - celui qu'il avait tenté de concrétiser sous le premier septennat de François Mitterrand et de populariser avec le mouvement *Banlieues 89* que la *Nouvelle Action royaliste* avait soutenu.

Que propose Roland Castro ? D'aller plus loin que le droit au logement opposable en instituant un *droit à l'urbanité* qui permettrait que des quartiers entiers soient repensés et reconstruits afin que leurs habitants puissent bénéficier d'un cadre de vie décent - au moins - et beau, ce qui ne coûte pas plus cher.

D'en finir avec les banlieues parisiennes en décidant de créer le Grand Paris dont il a donné le plan l'année dernière : ce qui permettrait de rééquilibrer la capitale (dans ses lieux de pouvoir et dans la répartition des richesses) et de l'étendre en y intégrant de nombreuses communes de banlieues.

Maria DA SILVA

Bon diagnostic, fausses solutions

Le rapport du Conseil d'orientation des retraites présenté au Premier ministre début janvier présente le mérite de poser les bases du débat sur les retraites que devront avoir les candidats à l'élection présidentielle. Mais, s'il pose de bonnes questions, il n'apporte pas forcément de bonnes réponses.

Depuis quelque temps, l'un des ressorts des politiques gouvernementales pour imposer à nos compatriotes des régressions sociales consiste à les culpabiliser et à les dresser les uns contre les autres. En attestent les griefs de Jacques Chirac suite à l'épisode de la canicule en 2003 : si tant de personnes âgées sont décédées, c'est, à l'en croire, parce que la solidarité intergénérationnelle n'a pas fonctionné. Et le président de la République, dans une allocution qui a fait date, de nous accuser, une fois le thermomètre redescendu, d'avoir abandonné nos parents et grands-parents à leur triste sort alors que nous étions en vacances. Pas question, un instant, d'incriminer un gouvernement qui n'a pas pris la mesure de la catastrophe, malgré les appels répétés lancés par plusieurs hôpitaux.

La culpabilisation et la désignation de boucs émissaires, c'est aussi ce qui a motivé la réforme des retraites en 2003 ou encore celle de l'assurance maladie en 2004. Les arguments les plus souvent avancés pour expliquer le déficit de la Sécurité sociale et l'urgence de ces réformes furent, pêle-mêle, l'irresponsabilité des assurés face à leur santé, les bénéficiaires des 35 heures, les fonctionnaires, les retraites à 60 ans...

Certes ! Mais nos dirigeants et autres commentateurs semblent oublier que la première mesure prise, en juillet 2002, par Jean-Pierre Raffarin et Jean-François Mattei, son ministre de la Santé, médecin de son état, fut l'augmentation des honoraires des généralistes (1) : une mesure qui a contribué à creuser le déficit de la Sécu. Rappelons également que les allègements de la part patronale des cotisations sociales ne sont pas entièrement compensés par le budget de l'État et que, par conséquent, la Sécurité sociale paie le maintien du pouvoir d'achat que les entreprises refusent d'accorder aux salariés par des augmentations de salaires (2).

Ce long mais nécessaire détour a pour objectif d'expliquer les ressorts de la nouvelle réforme des retraites qui nous attend à l'horizon 2008. Ainsi, le rapport du Conseil d'orientation des retraites, *Les questions et orientations pour 2008*, remis à Dominique de Villepin le 11 janvier dernier, préconise-t-il, pour assurer le financement futur des retraites, un nouvel allongement de la durée de travail, une meilleure intégration des plus de 50 ans dans le monde du travail et une réforme des régimes spéciaux (EDF, Gaz de France, SNCF, RATP, Banque de France), au risque de voir les cotisants au régime général s'en prendre à ceux des régimes spéciaux, les jeunes aux vieux...

S'il est indéniable que le taux d'emploi de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler les *seniors* reste, en France, *un des plus faibles parmi les pays européens* avec 37,8 % des 55-64 ans contre 42,5 % pour l'ensemble de l'Union européenne, il est intéressant de souligner que le gouvernement et le patronat ne sont pas à une contradiction près : c'est le premier qui exempte 415 000 chômeurs de plus de 55 ans de recherche d'emploi (3); et ce sont les entreprises qui renâclent à embaucher des salariés âgés parce qu'ils coûtent trop chers.

Le rapport est aussi étonnamment discret sur le remplacement progressif de la politique salariale par des revenus de substitution exemptés de charges sociales et qui grèvent le budget des retraites. Enfin, l'un des meilleurs moyens de résorber le déficit des retraites serait de relancer l'activité économique, donc l'emploi, donc les rentrées de la Sécurité sociale et à ce sujet le rapport du COR ne dit mot : à quoi sert de travailler plus longtemps et d'améliorer le taux d'emplois des seniors s'il n'y a pas de travail à leur donner ?

Nicolas PALUMBO

(1) Aujourd'hui, profitant de la campagne électorale, le principal syndicat de médecins est en train de négocier une nouvelle hausse.

(2) Cette mesure adoptée pour la première fois en 1993 pour favoriser l'embauche par les entreprises de salariés peu qualifiés n'a créé selon les études qu'entre 10 000 et 50 000 emplois en dix ans pour un coût total de 151 milliards d'euros...

(3) Une mesure qui permet, par ailleurs, de minorer le nombre de chômeurs.

Somalie : le retour

Les États-Unis ont ouvert à Mogadiscio une nouvelle boîte de Pandore qui pourrait déstabiliser toute la vallée du Nil.

Le 24 décembre 2006, la décision éthiopienne d'intervenir en Somalie pourrait avoir annoncé le début d'une nouvelle guerre régionale qui irait du Tchad à l'océan Indien et embraserait tout le cours du Nil, de son embouchure à sa source. Les États-Unis, qui en sont à l'origine, ont pris le pari. Ils ne s'y sont résolus qu'après avoir épuisé les autres solutions. Le soutien aux chefs de guerre avait provoqué le choc en retour de la prise de contrôle par les tribunaux islamiques. On tombait de Charybde en Scylla. Il n'y avait donc, pour eux, plus d'autre issue que le sauveur éthiopien. Mais lâcher la bride au Premier ministre de l'Éthiopie Meles Zenawi est gros de risques majeurs.

Certes, l'Éthiopie peut se retirer purement et simplement en ayant rendu le service demandé. La démonstration de force suffit à son prestige régional. C'est cependant mal connaître l'écheveau qui a conduit à tant de guerres dans la zone : entre Éthiopie et Somalie pour l'Ogaden à deux reprises, entre Éthiopie et Érythrée pendant plus de trente ans, jusqu'à l'indépendance de cette dernière en 1993, suivie cinq ans plus tard d'une nouvelle guerre fratricide, entre Éthiopie et Soudan par Sud Soudan interposé qui ne s'est terminée qu'en 2004. L'Éthiopie se vit comme une forteresse assiégée, encerclée, privée d'accès à la mer, ceux-ci étant contrôlés par ses rivaux, Égypte inclus, à la seule exception de Djibouti.

Géopolitiquement, la situation est donc tranchée. Religieusement également, sauf que l'Éthiopie, qui continue d'être vu comme un pays chrétien, compte sur son territoire actuel environ 50 % de musulmans, et que son pire ennemi, l'Érythrée, est également majoritairement chrétien, de même ascendance, avec une minorité de 40 % de musulmans.

La position des dirigeants actuels tant en Éthiopie qu'en Érythrée, vrais frères ennemis, opposés sur tout, est intérieurement fragilisée. L'opposition démocratique l'a presque emporté lors des dernières élections en Éthiopie tandis que le président érythréen Isayas Afewerki s'est totalement isolé. Les conditions sont réunies pour le Premier ministre Meles Zenawi pour faire d'une pierre deux coups : réduire l'opposition intérieure, se débarrasser des Érythréens. Homme des Américains pour renverser le régime soviétique de Mengistu avec l'appui des Érythréens en 1991, il verrait bien l'Érythrée, hier prix de son soutien, aujourd'hui pourboire des services rendus, revenir dans le giron d'Addis-Abeba. Protecteur d'une Somalie hostile, parrain d'un Sud Soudan bientôt indépendant de Khartoum, l'Éthiopie contemporaine pourrait rivaliser avec celle des grands empereurs dont Ménélik vainqueur du Mahdi à la fin du XIX^e siècle.

Ce vieux rêve impérial ne laisse pas d'inquiéter Le Caire, comme toujours sensible à la stabilité le long de la vallée du Nil mais aussi à l'excitabilité de ses propres islamistes, ainsi que Nairobi

(Kenya) qui subit la contagion depuis le port somalien de Kisimayu, première escale du monde swahili qui court sans discontinuité le long des côtes de l'océan Indien. Les effets de choc du tsunami étaient bien arrivés jusque là. Un tsunami politique y est toujours possible. Les raids américains devaient empêcher les islamistes de se regrouper au nord Kenya.

La France peut apparaître en retrait sur ce nouveau champ de grandes manœuvres. C'est oublier qu'elle est une des puissances de l'océan Indien (Mayotte, la Réunion). Sa présence militaire à Djibouti s'est faite plus discrète depuis que l'armée américaine loue l'essentiel des bases qui furent les nôtres. Washington n'a d'ailleurs pas hésité à envoyer ses commandos à la poursuite d'Al-Qaïda en Somalie à partir de Djibouti, impliquant ce petit pays dans le combat à venir, jusqu'à en faire sa nouvelle tête de pont en Afrique.

Dans ces conditions, la question ne peut pas ne pas être posée de notre cohabitation à Djibouti ? A-t-on le choix entre opérations conjointes et compromission passive ? Militaires français et américains partagent-ils la même stratégie ? Laisserons-nous faire l'unification de la Corne sous hégémonie éthiopienne ? Participerons-nous à l'offensive contre l'Érythrée mais aussi parallèlement contre Khartoum (dont nous gardons la frontière occidentale avec le Tchad) ? L'ONU s'est disqualifiée dans le conflit en poursuivant une ligne de non-intervention tout en n'étant pas capable de s'opposer aux ingérences. Ne faisons pas de même.

Yves LA MARCK

BRÈVES

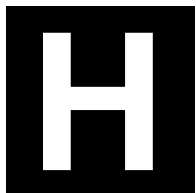
♦ **SERBIE** – Le prince héritier Alexandre II de Yougoslavie vient de rendre publique une déclaration adressée à l'Union européenne et aux États-Unis dans laquelle il s'insurge contre les mesures d'exception prises contre la Serbie, mise en demeure de capturer et de livrer l'ex-chef militaire des Serbes de Bosnie, Ratko Mladic, présumé criminel de guerre, encore en fuite. Le Prince ne nie pas que « *quiconque a commis un crime contre l'humanité doit être déféré à la justice* » mais il considère que « *prendre en otages plusieurs millions de personnes et leur avenir à cause d'un simple individu absent n'est pas de bonne politique* ». Et d'argumenter en faisant remarquer que l'on n'a jamais exigé de l'Afghanistan, ni de l'Irak qu'ils livrent les membres d'Al-Qaïda pour pouvoir bénéficier de l'aide internationale. Et de conclure : « *La communauté internationale devrait aussitôt que possible réviser sa politique et donner au peuple de la Serbie une chance de vivre comme des Européens normaux (...)* pour que la Serbie ne soit pas maintenue dans l'isolement constant, mais plutôt intégrée aussitôt que possible dans l'Union européenne, pour stabiliser l'Europe du sud-est et assurer une paix durable dans la région ».

♦ **MONACO** – Le prince Albert II vient de lancer sa fondation pour la défense de l'environnement. Elle a comme objectif de réunir 80 millions d'euros de fonds propres et de disposer d'ici cinq ans d'un budget annuel de 20 à 30 millions d'euros. Lors de sa conférence de presse à Paris il a expliqué : « *Je veux que cette fondation constitue un levier innovant et efficace de l'action internationale en faveur du développement durable et de l'environnement* » et précisé qu'elle agirait auprès des États et des organisations internationales. Ses domaines d'intervention étant plus particulièrement le réchauffement climatique, la biodiversité et l'accès à l'eau.

♦ **BELGIQUE** – Le prince Laurent, fils cadet du roi des Belges (11^e dans l'ordre de succession au trône), entendu comme témoin devant le tribunal d'Hasselt où comparaissent onze personnes (dont l'ancien gestionnaire et conseiller du prince, Noël Vaessen) accusés de détournement de fonds au détriment du budget de la Marine, a reconnu qu'il était au courant que les frais de rénovation de sa villa provenaient de ce budget, mais qu'il ignorait l'illégitimité de cette procédure. Il a spontanément décidé de restituer les sommes indûment perçues se mettant en conformité avec le discours de Noël du roi Albert II qui, évoquant cette affaire, avait déclaré : « *Il me semble équitable que la réparation concerne tous ceux qui en ont tiré avantage* ».

♦ **ANGLETERRE** – Selon le *New of the World*, le prince Harry, troisième dans l'ordre de succession au trône, pourrait être prochainement être envoyé en Irak avec son régiment, les *Blues and Royals* qui font partie des régiments susceptibles de partir. En revanche son frère aîné, le prince William, lui aussi engagé dans la même formation militaire ne peut être envoyé sur les zones de combat en raison de son statut de deuxième dans la succession à la reine Elizabeth.

Les extrêmes gauches



historien, Christophe Bourseiller s'intéresse plus particulièrement aux minorités politiques et culturelles et à consacré plusieurs ouvrages aux divers courants de l'extrême gauche – qu'il avait déjà présentés aux lecteurs de *Royaliste*. Nous le recevons à nouveau pour une synthèse sur ces courants complexes et souvent opposés. A le lire, on

s'apercevra que cette forme de contestation n'est pas une exception française mais un mouvement mondial, moins marginal qu'on ne le croit, toujours fondé sur l'idéal de l'égalité absolue et toujours en délicatesse avec la démocratie.

■ **Royaliste : L'extrême gauche est difficile à cerner...**

Christophe Bourseiller : Il faut à l'heure employer le pluriel. Sous ce label, on trouve des courants très dissemblables et qui parfois n'ont rien à voir les uns avec les autres. Je n'évoque pas seulement le cas français : la remontée des extrêmes gauches, que nous observons dans notre pays depuis le début des années quatre-vingt-dix, est un phénomène international. L'extrême gauche française est, il est vrai, particulièrement forte. Mais en Hollande, en Écosse, en Allemagne et dans de très nombreux pays d'Amérique latine, les mouvements d'extrême gauche sont vigoureux.

■ **Royaliste : Tous ces courants se retrouvent-ils cependant autour d'une idée-mère ?**

Christophe Bourseiller : Oui ! Gracchus Babeuf disait que le communisme était la religion de la pure égalité.

Tous les courants de l'extrême gauche se retrouvent dans le culte de l'égalité absolue : l'objectif des anarchistes et des staliniens est le même, mais ils suivent des voies opposées.

Un autre trait distinctif sépare l'extrême gauche de la gauche traditionnelle, c'est le recours à la révolution. Aujourd'hui, le Parti communiste pense qu'on peut parvenir au socialisme par une victoire électorale suivie d'un changement démocratique ; tous les mouvements d'extrême gauche se servent des élections comme autant de tribunes suivies de sondages grandeur nature - et pour obtenir les subventions liées au nombre de voix recueillies. Mais la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière n'imaginent pas une seule seconde qu'ils prendront le pouvoir par la voie électorale. Ce qui caractérise l'extrême gauche, c'est le recours à la violence, au coup de force dans le style de celui d'octobre 1917 en Russie.

■ **Royaliste : Cela permet-il de préciser les positions de ces mouvements sur l'échiquier politique national ?**

Christophe Bourseiller : Dans les années soixante-dix, je vous aurais répondu que l'extrême gauche, c'est tout ce qui se trouve à la gauche du Parti communiste. Mais depuis la chute du Mur de Berlin ce repère a disparu : les partis communistes se sont démocratisés et on a vu apparaître en leur sein divers courants - ceux des nostalgiques du stalinisme dont on parle peu ou bien ceux qui sont à gauche de la gauche et qui ont tenté de faire désigner un candidat à la place de Marie-George Buffet. La présence de trotskystes, d'altermondialistes et d'autres tendances de l'extrême gauche s'observe dans les partis communistes du monde entier.

■ **Royaliste : Pourriez-vous faire un rapide tableau des extrêmes gauches françaises ?**

Christophe Bourseiller : C'est le même que dans les autres pays : il existe deux archipels : d'un côté, les léninistes ; de l'autre, ceux qui ne le sont pas.

Les léninistes se réclament de l'héritage bolchevique et luttent pour la dictature du prolétariat. Cet ensemble est dominé en France par le courant trotskyste qui existe chez nous depuis 1930 et qui se caractérise comme un bolchevisme des origines : il prône un communisme *authentique*. Cela dit, les trotskystes confrontés à la violence stalinienne ont développé en leur sein une culture de la *démocratie ouvrière* - qui est tout de même de la démocratie car ils nous disent que la dictature du prolétariat tolérerait l'expression de minorités dissidentes et la liberté artistique.

■ **Royaliste : En France, vous comptez trois grandes organisations trotskistes...**

Christophe Bourseiller : Oui. Très connue, l'Union communiste (Lutte ouvrière) créée en 1939 a toujours eu la même stratégie : enracinement à la base, par l'action dans les entreprises, au nom d'un bolchevisme invariant. Il faut souligner que c'est l'organisation la plus pure en doctrine et la plus monacale quant à l'existence individuelle de ses dirigeants (aucun n'a d'enfant) qui est la plus puissante en termes d'adhérents : elle a

présenté 6 000 candidats aux dernières municipales.

Le Parti des Travailleurs de Pierre Lambert est un mouvement dont on ne parle guère - sauf quand on a appris qu'il avait réussi à installer Lionel Jospin, entre autres, à la direction du Parti socialiste. Le P. T., qui pratique avec succès l'entrisme clandestin (à Force ouvrière, à l'UNEF etc.), est en train de se transformer : il ne se définit plus comme trotskyste mais comme un parti qui *invente quelque chose de nouveau* en se rapprochant des souverainistes au nom de la défense de la nation.

La Ligue communiste révolutionnaire est l'organisation la plus médiatisée : depuis 1952, elle incarne un courant qui n'a cessé d'être sensible aux nouveaux mouvements politiques et sociaux et qui a vécu une *révolution culturelle permanente*. La LCR a renoncé à la dictature du prolétariat pour se rapprocher des idéaux libertaires : actuellement, le débat interne porte sur l'héritage bolchevique, que certains militants veulent abandonner. En somme, la LCR voudrait inventer ce qui pourrait prendre la suite du bolchevisme, du trotskisme et de l'extrême gauche : elle envisage un parti incarnant une gauche critique ressourcee aux nouveaux mouvements sociaux : telle est la stratégie mondiale de la IV^e Internationale.

■ **Royaliste : Les trotskistes sont-ils les seuls héritiers de la tradition léniniste ?**

Christophe Bourseiller : Non. Le second courant, dont on parle très peu en France, est formé par ceux qu'il faut appeler, faute de mieux, les néo-staliniens. Après la publication du rapport Khrouchtchev, des courants staliniens se sont maintenus dans les partis communistes : clandestinement, ils ont formés des noyaux qui se sont ralliés en 1962-1963 à la Chine et à l'Albanie devenues hostiles à l'Union soviétique. Le maoïsme a été avant tout un stalinisme qui dénonçait le révisionisme khrouchtchévien...

Aujourd'hui, les néo-staliniens sont partisans de la dictature du prolétariat et du socialisme dans un seul pays. Un premier courant est constitué de nostalgiques de l'ex-Union Soviétique. Il est notamment présent dans le nord de la France.

Un second courant est formé par les anciens maoïstes revenus au Parti communiste : ainsi Jacques Jurquet ou Claude Beaulieu.

Il subsiste un courant pro-albanais, très minoritaire en France (le Parti communiste des ouvriers de France), mais il existe une internationale pro-albanaise qui est active en Équateur, en Tunisie où la principale force d'opposition laïque est le Parti communiste des Ouvriers de Tunisie.

Le Parti du Travail de Belgique est une organisation petite mais puissante, qui organise chaque année des conférences mondiales auxquelles prennent part une centaine d'organisations. Certaines prônent la lutte armée (au Pérou, au Népal, en Turquie, en Inde), d'autres non. Les partis communistes de la Corée du Nord, de Cuba, du Vietnam, du Laos - qui sont des partis d'État - participent à cette coordination.

La Corée du Nord et Cuba jouent un rôle très important dans la recomposition de ce courant néo-stalinien qui est en train de se renforcer.

■ **Royaliste : Venons-en aux non-léninistes.**

Christophe Bourseiller : Il appartient à l'extrême gauche puisqu'ils sont pour la révolution violente et veulent instituer la stricte égalité. Pour eux, octobre 1917 n'est pas une révolution prolétarienne mais un coup de force bourgeois. Le léninisme est un échec puisqu'il a abouti à une dictature.

Il y a deux familles de non-léninistes :

Les anarchistes, dont l'histoire remonte au XIX^e siècle. Ils professent le rejet de toute autorité et la libération individuelle, ils se réclament tantôt de l'individualisme de Max Stirner, tantôt du com-



muniste libertaire de Michel Bakounine, très proche de Marx quant à l'objectif final mais opposé à toute organisation centralisée. Aujourd'hui, les mouvements anarchistes pèsent peu sur le débat politique. On distingue deux tendances :

- les synthésistes de la Fédération anarchiste qui cherche à réunir dans une organisation souple toutes les tendances et qui est actuellement dominée par les communistes libertaires ;

- les platformistes qui disent qu'ils sont d'une seule sensibilité anarchiste et qui se réunissent autour d'une plateforme : par exemple Alternative libertaire, dont a fait partie Daniel Guérin.

On observe une montée en puissance de l'anarchisme : le syndicat CNT compte environ 5 000 adhérents, ce qui est beaucoup pour cette tendance. Mais n'oublions pas que l'anarchisme est un mouvement culturel important, dont les idées imprègnent de très nombreux courants de l'extrême gauche, à commencer par la Ligue communiste révolutionnaire.

La deuxième famille non-léniniste est constituée par l'ultra gauche. C'est un milieu passionnant dans lequel le talent et l'ouverture d'esprit côtoient l'imbécillité et le sectarisme. L'ultra gauche apparaît en 1920. Elle considère au départ que Lénine a trahi Marx et institué la terreur avant Staline.

Ce courant se prolonge dans une critique du marxisme avec

la revue *Socialisme et Barbarie* (Claude Lefort, Cornélius Castoriadis). Les situationnistes s'attèlent par la suite à un passionnant décryptage de la société contemporaine et de ses rouages inapparents.

On voit que dans l'extrême gauche le meilleur côtoie le pire. Son rôle politique est loin d'être négligeable et elle imprègne fortement le champ culturel.

■ **Royaliste : Et l'altermondialisme ?**

Christophe Bourseiller : Cette mouvance n'appartient pas stricto sensu à l'extrême gauche : on y trouve des trotskistes, des communistes rénovateurs, d'anciens maoïstes mais aussi beaucoup d'associations et de militants qui voulaient simplement se rassembler contre le libéralisme dans une organisation internationale. Les altermondialistes veulent inventer une démocratie directe en rupture avec toute forme de hiérarchie. Leur ambition est de réguler le marché par l'éthique, non de détruire l'économie capitaliste. J'y verrais un creuset, un athanor. Accouchera-t-il d'idées véritablement nouvelles ? Rien ne permet encore aujourd'hui de l'affirmer.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Christophe Bourseiller
« *Extrêmes gauches : la tentation de la réforme* »

Textuel, prix franco : 17 €.

La folie des hauteurs

Marcel Gauchet, analysant le comportement des élites françaises, et Emmanuel Todd observant l'attitude des dirigeants américains font l'hypothèse de troubles psychiques graves dans le haut personnel de la « gouvernance ».

Non, ce n'est pas de la polémique ! Un philosophe politique tel que Marcel Gauchet et un démographe doublé d'un anthropologue (Emmanuel Todd) n'ont manifestement pas de comptes personnels à régler. Pas d'allusions aux candidats ni aux dirigeants français dans l'entretien accordé par le premier à Bertrand Renouvin, et le second, qui a également répondu aux questions de notre directeur politique (1) s'intéresse plus à l'élite américaine qu'à Georges Bush.

Ce qui est inquiétant, ce ne sont pas les postures communicationnelles de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy, mais l'absence de conviction des oligarques français : ils ont étrangement rejeté leur héritage culturel et se refusent à penser hors des sentiers battus de l'idéologie ultra-libérale qu'ils instrumentalisent. Mépris de la France, trop petit pays, et des Français regardés comme des beaufs niais et paresseux. « *Le retour fou de l'inégalité traduit la certitude d'avoir raison dans la conduite d'un monde qu'on se dispense de connaître et de comprendre. Mais nos élites agissent dans la mauvaise conscience – d'où leur haine de soi. Ce ne sont pas des imbéciles heureux. Ce sont des imbéciles malheureux* » dit Marcel Gauchet.

Quant aux États-Unis, Emmanuel Todd note que « *le processus d'isolement social*

par la richesse et le luxe produit des états de souffrance et de graves désordres psychiques – comme la déréalisation qu'on observe chez certains individus ». Et d'ajouter que « *ce déni de réalité est présent dans la politique extérieure américaine, puisque cette dernière – que Todd analyse dans ses récents développements – est conçue par des élites étrangères au monde tel qu'il est* ».

Ces deux entretiens sont destinés à faire référence et à nourrir une discussion de fond pendant une campagne électorale qui est une fois de plus faite par les techniciens de la « communication ».

Dans ce numéro, plusieurs autres articles sont à lire avec attention : ceux sur les sectes religieuses désignent un véritable danger auquel le monde sera durement confronté lorsque retombera la vague islamiste. Et Juliette Morillot, qui connaît le pays et parle la langue de ses habitants, signe un remarquable reportage sur la Corée du Nord : du grand journalisme servi par une belle iconographie.

D'autres articles paraissent plus contestables, mais *La Revue* a déjà prouvé qu'elle souhaitait le débat – comme celui qui eut lieu sur les délocalisations...

Jacques BLANGY

(1) *La Revue*, Bimestriel international, n° 6, Janvier-février 2007. 9 € dans les kiosques.

L'Iran de la rose

François Nicoullaud qui vient de passer plus de quatre ans en Iran comme ambassadeur de France, publie *Le Turban et la Rose*⁽¹⁾, un livre témoignage, tendant à mieux faire comprendre l'Iran en un moment crucial.

Cent cinquante ans après Gobineau (2), un ambassadeur de France à Téhéran nous conte ses *quatre ans en Asie*. De son illustre prédécesseur, il a hérité le sens du témoignage véridique. On le suit volontiers chez le coiffeur, au Bazar, en voiture, coincé dans les embouteillages ou égaré dans le désert, en pique-nique - la vie quotidienne iranienne ne semble être qu'une suite de pique-niques -, et même à une barmitsva. On tombe amoureux des *bimbos islamiques* en oubliant le tchador, les lapidations - rarissimes - selon l'auteur. Même les processions de flagellants, sous sa plume, font figure de semaine sainte à Séville.

Comment concilier cet Iran de *monts et merveilles* avec celui de la Bombe ? Tel est en réalité l'agenda caché de ce petit livre. L'ambassadeur admet son échec à faire entendre l'évidence en haut lieu. Depuis un an qu'il a quitté la carrière, après quelques articles dans la presse, il a recours au livre pour faire passer son point de vue favorable à la négociation jusqu'au bout avec les autorités iraniennes. Son argumentation est dense et nous ne pouvons la discuter ici.

On retiendra néanmoins une leçon : l'auteur insiste sur le

caractère personnel de l'initiative de Villepin à l'origine de la médiation franco-germano-britannique. Lui parti, il n'y eut plus personne pour la diriger. Le dossier tomba dans le filet des fonctionnaires de la non-prolifération, à l'exclusion des diplomates qui connaissaient l'Iran. C'est ainsi, par exemple, que fut décidée une inspection en plein Norouz, le Nouvel An iranien. « *Jamais*, dit avec raison Nicoullaud, *les experts de Vienne n'auraient été disponibles entre Noël et le Nouvel An chrétien* ». Où finit la diplomatie et où commence le choc des civilisations ?

Sensible à la piété populaire, à la fête et à la beauté, l'auteur porte un regard extérieur, agnostique, laïque si l'on veut, sur le chiisme et les Mollahs. S'il est rafraîchissant et mérite à lui seul la lecture, il ne s'engage pas suffisamment - par devoir de réserve ? - dans les méandres de la politique pour entraîner la conviction sur l'avenir du pays et de nos relations avec lui.

Yves LA MARCK

(1) François Nicoullaud - « *Le Turban et la Rose* », Ramsay, 2006, prix franco : 19 €.

(2) Joseph-Arthur de Gobineau fut premier secrétaire de la légation française en Perse de 1855 à 1858, il publia en 1859 « *Trois ans en Asie* » (réédition chez Métailié en 1980, prix franco : 17 €).

Avec Camus Contre la servitude

Pourquoi depuis des décennies que je lis Jean Daniel – notamment dans ses éditoriaux – me suis-je toujours trouvé avec lui en une sorte de connivence que certains désaccords n'ont jamais pu sérieusement entamer ? L'explication pourrait bien se concentrer en un unique nom d'écrivain, Albert Camus, qui fut l'ami et n'a cessé d'être le maître du directeur du *Nouvel Observateur*. On n'est pas surpris que si longtemps après la disparition prématurée de l'auteur de *L'Étranger*, il lui consacre un essai où la gratitude se nourrit d'une relecture de l'œuvre et où la distance permet de mieux comprendre encore la grâce d'une pensée et d'une personnalité. Contre tous les sarcasmes et même contre l'opinion de Camus lui-même, qui croyait qu'il n'avait pas encore publié ses livres essentiels, l'écrivain fait mieux que tenir le coup, il ne cesse de confirmer une stature de styliste, de moraliste, d'artiste supérieur qui permet à Jean Daniel d'évoquer les plus grands : « *À certains moments, c'est comme si on retrouvait du Montherlant dans Chamfort, du Pascal dans Valéry, ces quatre noms n'étant pas cités au hasard. Au cœur de la rigoureuse simplicité de la phrase, Camus fait entendre un certain chant pathétique. L'apparente et sèche neutralité du constat est toujours emplie d'un frémissement sacré. On passe du lyrisme des actions de grâce à la crainte et au tremblement des prières lucides.* »

Camus est lu, aujourd'hui surtout, comme romancier (*L'Étranger*, *La Chute*), un peu comme essayiste (*L'Homme révolté*). On a oublié qu'il avait brillé dans le journalisme et que sa direction de *Combat* au sortir de la Résistance avait constitué un moment privilégié pour lui-même et pour la presse. Ce n'est pas sans quelque amertume qu'on écoute Jean Daniel nous rappeler la très haute éthique qu'il avait de ce métier et à quel point il désirait l'indépendance des journaux par rapport à l'argent. Illusion d'un moment qui permet à certains d'espérer que la Révolution sortira de la Résistance qui s'achève à peine ? Le fait est que Camus ne prolongera guère cette expérience. Le pouvait-il ? Qui prendrait au sérieux aujourd'hui un directeur de quotidien (s'il vous plaît !) qui affirmerait qu'il défend farouchement trois préceptes : la justice, l'honneur et le bonheur ? Il y a presque une saveur bernanosienne dans un tel triptyque. Même si on peut faire des réserves sur le bonheur, que l'auteur de *La Joie* n'aurait sûrement pas identifié au méditerranisme de *Noces*. Mais la Méditerranée n'exclut pas le tragique et l'absurdisme camusien a forcément une teneur métaphysique que l'admiration pour Simone Weil dévoile à l'évidence.

Le journalisme avec Camus est donc promu à une dignité qu'il a eu grâce aux écrivains qui avaient la faiblesse de penser que leur talent n'était pas indigne de l'éphémère et

qu'au contraire le contact de l'événement leur permettrait de mieux saisir la *condition humaine* dans ses apories, les plus habituelles et les plus violentes.

Jean Daniel qui avait appris de lui que son métier était *le plus beau du monde* n'a cessé d'être attentif à ce que Camus lui avait appris sur ce terrain, à un moment particulièrement critique. En effet, les dernières années de l'écrivain vont être dominées par le drame algérien dont le retentissement sera tel sur lui qu'il motivera son départ de *L'Express* de Jean-Jacques Servan Schreiber, où il avait collaboré neuf mois. Il a alors le sentiment d'une impasse politique totale. L'espoir qu'il a placé en Mendès-France s'est évanoui dès lors que Guy Mollet a pris les commandes du pays. Son déchirement est profond. Il en fait confidence à Jean Daniel : il ne peut adhérer à l'anticolonialisme sommaire qui assimile sa propre mère à l'exploitation des Algériens. Mais mieux vaut citer les propos eux-mêmes : « *Ce qui m'irrite le plus dans une certaine forme pernicieuse de protestation contre le colonialisme français en Algérie, c'est la conception dérisoire et sommaire qu'elle implique. Il y a en effet une frivolité meurtrière dans cette vision d'une nation algérienne occupée, qui chercherait à se délivrer de ceux qu'on appelle occupants parce qu'ils ne sont pas musulmans et qui, de ce fait, a le droit d'user de tous les moyens pour obtenir sa libération, c'est-à-dire aussi sa revanche sur les non-musulmans.* »

par Gérard Leclerc



Bien sûr, c'est sa situation personnelle qui le fait parler ainsi, comme c'est celle de sa propre mère à la merci du terrorisme qui frappe les plus humbles, qui lui commandera, au moment de son prix Nobel, de lancer aux journalistes qu'il préfère *sa mère à la justice*. Et pourtant, le prix qu'il a accordé à cette même justice est souverain. Simplement, il ne lui paraît pas possible de faire disparaître grâce à une dialectique dont Merleau-Ponty conte vainement les aventures, les situations réelles dans lesquelles se débattent les enfants de sa terre natale. Sartre peut lui dire, certains soirs de beuverie, qu'il est plus intelligent que lui – et Camus d'acquiescer. Il n'empêche que cette intelligence est aveugle pour se complaire dans une idéologie qui justifie la violence au nom de l'histoire. L'auteur, si lucide, des *Chroniques algériennes* est d'abord attentif à la souffrance des hommes et il se retrouve pleinement avec une Germaine Tillon qui connaît et aime la population algérienne, pour avoir partagé sa vie et tenté de comprendre ses difficultés.

Il est un mot auquel l'écrivain ne veut pas acquiescer et qui fait pourtant partie du vocabulaire marxisant le plus ordinaire, *inéluctable*. Qu'on prétende inéluctable pour son peuple tel destin qui serait inscrit dans la marche de l'histoire le réveille intérieurement. Les systèmes bouclés l'indiffèrent. Comme Germaine Tillon, il n'entend penser que par lui-même. Mais ce genre d'attitude se paie souvent de la solitude et – lorsque les violents de tous bords remplissent le monde de leurs vociférations – par le silence. Voilà pourquoi cet homme nous demeure si fraternel et pourquoi l'écrivain continue à nous parler au-delà de tous les fracas idéologiques. C'est parce qu'il ne se voulut pas prisonnier de l'air de son temps que nous pouvons reconnaître Albert Camus comme notre contemporain.

■ Jean Daniel - « *Avec Camus – Comment résister à l'air du temps* », Gallimard, prix franco : 12 €.

Un pari

Reprendre une série d'Hugo Pratt était un pari audacieux et Pierre Wazem l'a plutôt réussi. Choissant le lieutenant Koïnsky – officier juif polonais de l'armée britannique du Nil – il reprend l'histoire là où la mort d'Hugo Pratt l'avait laissée. Quelque part aux confins de l'Érythrée et de Djibouti au printemps 1941 sur un front dont pas grand monde ne se soucie.

Un décor de sable et de cailloux écrasé par le soleil où se perdent quelques officiers mélancoliques égarés croisant de belles africaines mystérieuses rêvant de castrer leurs ennemis. Des scorpions sentencieux et pédants peuplent les songes et quelque part dans le passé une femme sans doute aimée hante la conscience d'un officier de cavalerie française.

Le pays se prête aux longues rêveries même s'il est parcouru d'agents doubles et des débris d'une armée italienne en déroute. Les Africaines même assassinées sont toutes plus ou moins magiciennes et leur image accompagne leur meurtrier et des officiers un peu amoureux en Europe. C'est une guerre d'hommes, une guerre où les hommes peuvent encore agir en tant qu'hommes même si le pays et ses mirages les rendent un peu fou.

Oui, Wazem a réussi ce dernier opus de la série des Koïnsky. Alors peut-être qu'avec un peu de chance Wazem nous ramènera dans cette Afrique orientale où les soldats sont tous un peu héros et les femmes toutes un peu déesses.

Bruno DIAZ

📖 Pierre Wazem - « *Les scorpions du désert - 4 - Le chemin de fièvre* », d'après l'œuvre originale d'Hugo Pratt, éd. brochée en noir et blanc, Casterman, prix franco : 14,50 €.

L'esclavage blanc

Avec *Esclaves chrétiens, Maîtres musulmans*, Robert C. Davis s'attaque en historien à un sujet largement méconnu : l'esclavage blanc pratiqué par les Barbaresques.

Cest à un sujet qui n'est pas politiquement correct que s'est attaqué Robert C. Davis, professeur d'histoire à l'université de Columbus (Ohio) : il s'agit de la traite des blancs, à laquelle se sont livrés, pendant trois siècles, ceux que l'on nommait les *Barbaresques*. Si son ouvrage comporte des redites et manque parfois de concision, il apporte un éclairage sur un sujet largement méconnu. L'auteur décrit le fonctionnement des principaux marchés d'Alger, Tunis et Tripoli et leur façon de s'approvisionner. Il essaie d'estimer avec précision le nombre de leurs victimes, les formes de leur asservissement, leur vie quotidienne. Il détaille l'impact économique de la traite dans les pays du Maghreb, mais aussi ses conséquences sur les nations de la rive nord de la Méditerranée.

Dès l'introduction, Robert C. Davis établit une comparaison entre la traite des noirs et celle des blancs : « *En Barbarie, ceux qui recherchaient des esclaves pour en faire la traite attendaient sans aucun doute d'en tirer un profit, mais dans leur trafic de chrétiens il y avait toujours une dimension de revanche, presque de jihad...* » envers la Reconquista et les croisades. « *... Entre 1530 et 1780, presque certainement un million et très probablement jusqu'à 1 250 000 Européens... se virent asservis par les musulmans de la côte barbaresque* ».

Le chiffre est-il exact ? Il ressort en tout cas que le phénomène ne fut jamais marginal. Les captures pouvaient être réalisées en mer, mais aussi lors de raids effectués, parfois profondément, à l'intérieur des terres. On est surpris de l'audace des navires barbaresques - même des Islandais furent réduits en esclavage ! - et des faibles moyens de défense des côtes - pour cette raison souvent ruinées et désertées - d'Espagne, de France ou d'Italie, les principaux pays visés.

« *Il n'existait aucun contre-poids permettant à l'esclave de se protéger de la violence du maître : pas de lois locales... aucune sympathie dans l'opinion publique et une absence presque totale de pression de la part des États étrangers* ». Le sort d'un esclave dépendait évidemment beaucoup de l'emploi qu'on lui réservait. « *La majorité des esclaves étaient affectés aux galères parce qu'ils n'avaient pas d'autres talents ni qualité leur permettant d'y échapper... On s'en doute, les galères signaient souvent la mort des esclaves* ». Ceux qui maîtrisaient un métier ou un savoir-faire particulier ou qui se retrouvaient affectés à des tâches domestiques, pouvaient espérer s'en tirer mieux. Mais ils pouvaient être contraints à de durs travaux dans les champs ou, pire, dans des carrières. « *L'idée était qu'un esclave devait payer les frais de bouche, de vêtements et de logement qu'il occasionnait* ».

Bien que contraints à divers travaux, les esclaves devaient régler le prix de leur misérable logement au gardien du bague. Si certains captifs logeaient chez leur maître, les esclaves *publics* étaient envoyés dans des prisons-dortoirs : il semble que l'on ait à l'origine converti d'anciens bains (d'où le terme bague) à cet usage.

Dans la dernière partie de son ouvrage, l'auteur se concentre sur l'exemple des États italiens quant aux institutions créées pour le rachat des esclaves, l'intervention de la puissance publique étant nécessaire. Il étudie le fonctionnement de la *Santa Casa* de Naples, de la Confrérie *Santa Maria del Gonfalone* de Rome. Venise suivit un chemin différent et préféra se tourner vers des commissions administratives qui existaient déjà plutôt que vers un ordre religieux. Payer pouvait encourager les propriétaires d'esclaves à augmenter leur prix : « *on voit clairement à partir de 1700, le début d'une spirale inflationniste...* ». Le règlement des rançons n'était pas tout : « *c'est peut-être pour compenser le traumatisme et la profonde aliénation de l'asservissement que des processions (d'esclaves libérés) furent organisées : en recréant le lien entre les hommes libérés et la structure de pouvoir local, elles les aidaient à se réintégrer au tissu social* ».

Alain SOLARI

📖 Robert C. Davis - « *Esclaves chrétiens, Maîtres musulmans, l'esclavage blanc en Méditerranée (1500-1800)* », Ed. Jacqueline Chambon, traduit de l'anglais par Manuel Tricoteaux, 333 pages, prix franco : 23 €.

IFCCE

Prochaine session de politique appliquée à La-Chapelle-Saint-Luc les 3 et 4 février 2007

« La lutte des classes »

La lutte des classes serait dépassée. Prétendre le contraire serait rendre un culte aux vieilles lunes marxistes et méconnaître la mutation libérale individualiste : clans, sectes, ethnies, genres ou communautés ont entièrement supplanté ce concept, et rendu sa fonction dialectique caduque en même temps que toute praxis révolutionnaire. Bourgeois de tous pays, dormez sur vos deux oreilles !

L'idée incongrue nous est venue de fouiller dans les poubelles de l'histoire... et découvrir que Marx, loin d'être l'inventeur du concept, l'avait puisé chez Guizot. Dès lors, il est permis de s'interroger sur la validité qu'il conserve en toutes circonstances dans la vie des sociétés humaines. Et pourquoi pas dans la post-modernité présente ? Aujourd'hui, de quelles « classes » peut-il s'agir ? A quel type de conflits, déclarés ou larvés, se livrent-elles ? Y aurait-il une ou des révolutions possibles, voire souhaitables, à la clé de leur affrontement ?

Principaux intervenants : Emmanuel TODD, chercheur à l'INED, historien et anthropologue, Bertrand RENOUVIN, Pierre-Paul ZALIO, sociologue, professeur des Universités à l'ENS de Cachan, chargé de cours à l'École Polytechnique.

Tous renseignements sur le site de l'IFCCE : <http://www.ifcce.fr.st> et possibilité d'inscription en ligne ou en nous téléphonant (01.42.97.42.57) pour demander à recevoir le dépliant de présentation.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 24 janvier** - Historien, romancier, essayiste, spécialiste de l'Afrique et de l'immigration, **Jean-Paul GOUREVITCH** est devenu expert international en ressources humaines après avoir enseigné à l'Université de Paris XIII. Nous l'avons reçu en 2006 pour son histoire des cinq siècles de présence française en Afrique. Nous l'invitons pour l'ouvrage qu'il vient de consacrer aux « **Migrations en Europe** ». La question est complexe. Sa mise en scène médiatique accompagne et amplifie dans un désordre total l'utopie nationaliste d'un monde clos et l'utopie altermondialiste d'une circulation sans contrôle. Ce qui rend le débat, où ce qui en tient lieu, difficilement compréhensible.

Avec Jean-Paul Gourévitch, nous examinerons les flux migratoires dans leur diversité,

leurs motifs et selon leur importance chiffrée, en évoquant les pays d'origine et la politique suivie par les pays d'accueil - la France tout particulièrement. Un bilan indispensable, à la veille des affrontements électoraux.

● **Mercredi 31 janvier** - Sujet non encore fixé.

● **Mercredi 7 février** - Longtemps, la France avait été très favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, puis Jacques Chirac a pris de nettes distances... Plus profondément, on est passé dans les représentations courantes de la promotion de la Turquie comme modèle de laïcité, à l'époque de la guerre froide, au rejet d'un pays qui serait défini par la religion musulmane et qui serait maintenant dirigé par des islamistes.

En utilisant la Turquie comme ligne de démarcation idéologique dans notre débat intérieur, en affirmant qu'il faut rompre les négociations avec ce pays, on se ferme à un débat qui mérite d'être poursuivi et on néglige les évolutions profondes qui marquent la vie politique, l'économie et la société turques.

« **Tradition et modernité en Turquie** » : tel est le thème qui sera traité par **Luc BEYER DE RYKE**, ancien présentateur du journal télévisé à la RTBF et **Françoise GERMAIN-ROBIN**, grand reporter à *l'Humanité* : ces deux journalistes ont connu le pays à

divers moments de son histoire et viennent d'y effectuer une longue enquête qui permet de reprendre la discussion sur une information sérieuse.

● **Mercredi 14 février** - Militant très engagé dans le mouvement de 1968, architecte, ancien animateur de *Banlieues 89* pendant le premier septennat de François Mitterrand et jusqu'à ce que Bernard Tapie devienne ministre de la Ville en 1992, Roland Castro est candidat à la présidence de la République. Il anime le *Mouvement pour une Utopie concrète* qui exprime une conception remarquable de la politique : *utopique*, au sens de l'idée pas encore réalisée, *concrète* car Roland Castro redessine et construit des immeubles, des quartiers...

C'est dire que notre invité pense et agit sur tout ce dont on parle avec des mots plus ou moins appropriés : politique de la ville, environnement, écologie, habitat, politique du logement... Nous avons demandé à **Roland CASTRO** de nous présenter, cartes à l'appui, son projet « **Pour le Grand Paris** » : intégration à la capitale des communes de sa banlieue, rééquilibrage politique et social par déplacement des lieux du pouvoir (l'Élysée, Matignon, plusieurs ministères), plans précis pour la reconstruction et les transports... Un projet révolutionnaire qui s'inscrit dans le mouvement de l'histoire de la France.

ILE-DE-FRANCE

La Fédération d'Ile-de-France invite les adhérents et sympathisants de la NAR et les lecteurs de *Royaliste* qui le désirent à une réunion le sa-

medi 27 janvier de 16h à 17 h 30 dans nos locaux, 17 rue des Petits-Champs.

On y fera un tour d'horizon politique et examinera les

perspectives de l'année à venir dont l'élection présidentielle sera le point d'orgue. Philippe Labarrière animera cette réunion.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Que dit l'opinion ?

Dans l'ouvrage qu'il avait consacré à l'opinion publique (1), Alfred Sauvy expliquait qu'il fallait se livrer à un travail long et compliqué pour saisir, de manière toujours imprécise, les tendances, souhaits et conflits de la population de son propre pays.

Dans cette estimation, des éléments très variés doivent être pris en ligne de compte : déclarations politiques et syndicales, manifestations organisées et protestations spontanées, éditoriaux et caricatures, affiches et graffitis, conversations et plaisanteries au comptoir du bistrot...

La tâche du journaliste – comme celle du militant – est difficile et requiert une attention permanente car l'opinion publique est aussi mouvante que nos propres impressions. Les dirigeants politiques et les patrons de presse qui ont été formés dans les années 1960 - 1970 n'ont pu ignorer l'ouvrage d'Alfred Sauvy. Mais ils l'ont oublié et s'en remettent aux sondages achetés à des sociétés qui font ce commerce.

Certes, les sondages doivent être pris au sérieux, dans la mesure où leurs douteux résultats modifient les réactions des commentateurs et les choix des électeurs (2). Mais la lecture des pourcentages publiés chaque jour suscite des commentaires paresseux sur des résultats dont on découvrira quelques semaines plus tard l'insignifiance ou la fausseté – sans qu'on en tire la moindre leçon de prudence. L'attitude des gens de médias et des directeurs d'instituts de sondages pendant les campagnes de

2002 et de 2005 est encore dans toutes les mémoires.

Depuis plusieurs mois, on recommence les mêmes erreurs : on laisse dans l'ombre des « petits » candidats qui joueront un rôle dans les résultats du premier tour ; on publie au moins une fois par semaine les résultats du match entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy... Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a récemment protesté contre cette mise en scène partielle et par-



tiale du débat politique mais les grands médias continuent de faire des paris insensés.

Le duel annoncé n'a pas de sens parce qu'on fait mine d'oublier le troisième homme qui s'était imposé le 21 avril 2002. La menace plane, on l'évoque parfois, mais en s'efforçant de conjurer le mauvais sort : un accident a un lieu, il ne se reproduira pas si les électeurs, instruits par l'expérience et avertis par les candidats honorables, votent avec sagesse et discipline pour le grand candidat de la droite ou pour le grand candidat de la gauche. D'ailleurs, les médias donnent l'exemple de l'attitude convenable en traitant comme quantité négligeable un homme à nouveau candidat qui a

recueilli 4 804 713 voix le 21 avril 2002 et 5 525 032 voix au second tour.

Or que dit l'opinion publique, moins de cent jours avant l'élection présidentielle ? Saisi selon la méthode Sauvy, c'est la fureur qui caractérise l'état d'esprit dominant. La montée de la colère sociale se vérifie à l'ampleur des manifestations depuis 1995 et nous avons pris la mesure de la révolte politique en mai 2005. Tout indique que, depuis bientôt deux ans, beaucoup de Français sont en train de passer de la colère à la haine. Celles et ceux que la misère scandalise et menace, celles et ceux qui sont humiliés par les patrons et les moralistes médiatiques, celles et ceux qui reçoivent comme autant d'insultes les tours de passe-passe des oligarques sont aujourd'hui privés de tout espoir électoral. L'extrême gauche est trop éprise de ses nostalgies et trop confuse dans son expression pour offrir une perspective politique. Reste la pure provocation, qui a un nom et un visage.

Jean-Marie Le Pen engrange chaque jour des voix supplémentaires, à droite, à gauche et même chez ceux qui manifestent depuis vingt ans contre la xénophobie. Quand on prendra en haut lieu la mesure du phénomène, les propagandistes de l'UMP et du Parti socialiste ressortiront le Monstre. Ce faisant, ils fourniront à Jean-Marie Le Pen de nouveaux bataillons d'électeurs, ravis de semer la panique dans l'oligarchie. Nous en sommes là.

Bertrand RENOUVIN

(1) Alfred Sauvy, *L'Opinion publique*, Que Sais-je ? P.U.F., première édition en 1956 (l'ouvrage n'est plus disponible).

(2) Pour une critique d'ensemble des sondages d'opinion, cf. Patrick Champagne, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Les Editions de Minuit, 1990. (prix franco : 25 €) L'auteur analyse (pages 78-81) l'ouvrage d'Alfred Sauvy.